

D'une démocratie des opinions à une aristocratie des connaissances

L'Echo, 29 avril 2015

Lorsque je donne cours de finance à mes étudiants et qu'ils sont au bord de l'asphyxie, j'aime lancer une discussion sur un sujet d'actualité. J'ai récemment abordé le sujet de la relation entre les Etats et les marchés financiers en leur posant la question suivante : « depuis qu'il est devenu plus difficile de financer les dépenses sociales en suivant des stratégies de fuite en avant, telles que le creusement des déficits ou l'utilisation de la planche à billet, que devrions-nous faire ? » D'une analyse positive ou factuelle, j'aime les pousser à s'aventurer sur des terrains glissants en les forçant à réfléchir à leurs aprioris normatifs, sur ce qu'il serait « bon de faire ou de ne pas faire ». Dans ce genre de circonstances, certains étudiants se raccrochent à un raisonnement théorique, ce qui est déjà un bon point de départ. D'autres récitent une doxa de gauche ou de droite. Il y a aussi ceux qui se taisent, pour lesquels je ne sais pas si la question les dépasse, les désintéresse, ou les pousse à réfléchir plus intensément.

Durant leur cursus universitaire, les étudiants doivent prendre conscience que les grandes questions en économie exigent une réflexion à la fois positive et normative sur les contraintes d'efficacité et les objectifs d'équité autour desquels toute société humaine se construit. Je constate que les étudiants sont ouverts à cette double exigence de réflexion. Certes, ils partagent le désir de décrocher un ticket universitaire qui leur permettra d'entrer dans le cercle des employés les mieux rémunérés, mais ils s'intéressent également aux grands enjeux socio-économiques de notre temps. Ce sont des « acteurs politiques » qui s'ignorent, en quelque sorte. D'une part, ils aiment le débat et la controverse, parfois sans réserve, avec un brin d'anarchie et d'idéalisme, ce qui constitue une qualité plutôt qu'un défaut dans une école de gestion. D'autre part, ils développent une défiance croissante à l'égard de la « classe politique » dont les affaires de corruption et de mœurs affectent durablement la psyché de la jeune génération, alors même qu'elles ne concernent qu'une minorité de nos mandataires politiques.

Je suis particulièrement préoccupé par le nombre croissant d'étudiants qui basent leur intervention sur des théories farfelues dont les relents d'ostracisme en tout genre sont manifestes. Si vous êtes riches, juifs, spéculateurs, étrangers ou francs-maçons, « vivez cachés pour vivre heureux » ou pensez à changer de nom. Dans ce genre de circonstances, je suis contraint de rappeler l'importance que les étudiants doivent accorder à *la diversité et la qualité* de leurs sources d'information. Nous avons certes la chance de vivre en démocratie, mais la démocratie donne le droit à chacun de dire et d'écrire

presque ce qu'il veut. Cet égalitarisme des opinions, qui donne le droit à « n'importe qui » de donner son avis sur « n'importe quoi », ne doit pas donner l'illusion aux étudiants que « tout se vaut ». La diffusion instantanée des opinions des uns et des autres accentue le bruit et pollue l'environnement informationnel de nos étudiants : de la radio à la télévision, en passant par les blogs, les forums, les chaînes sur YouTube, les votes (« likes » et « dislikes »), les tweets, les micro-sondages, les commentaires des consommateurs, ceux des auditeurs, téléspectateurs, internautes, et j'en oublie certainement. Cette diversité dans les moyens de communication permet aux plus nombreux et aux plus connectés d'occuper l'espace médiatique bien plus qu'ils n'auraient pu le faire auparavant. Alors que chaque opinion se perçoit comme unique, elle ne s'agglomère qu'en une masse d'opinions dont le conformisme et la médiocrité constituent à bien des égards une nouvelle forme de tyrannie de la majorité. Cette évolution ne serait pas défavorable si la qualité moyenne (ou médiane) de ces contenus pouvait s'améliorer et que les véritables signaux informationnels ne se perdaient pas dans ce brouhaha médiatique. Pour ignorer les bruits (que j'identifie aux opinions) et capter les signaux (que j'assimile aux connaissances), il faudrait opposer une aristocratie des connaissances à l'égalitarisme des opinions. Même si effectivement toutes les opinions se valent, toutes les analyses ne se valent pas : la qualité des hypothèses, méthodologies et arguments sur lesquels repose une analyse dépend des connaissances de son ou ses auteurs.

Rien ne remplacera la lecture d'articles publiés dans des revues scientifiques dont les éditeurs sont professeurs d'université. Ces revues sont publiées par des maisons d'édition telles qu'Elsevier, Springer, Blackwell, Taylor & Francis, CAIRN, etc. Les articles publiés dans ces revues sont lus et commentés par des rapporteurs anonymes, qui évaluent la qualité scientifique des documents avant leur publication éventuelle. Même si ce « marché de la publication » n'est pas optimal et qu'il peut conduire à une course futile à la publication, les règles du jeu sont les plus rigoureuses que je connaisse.

Je recommande ensuite aux étudiants de lire les ouvrages universitaires publiés par les grandes maisons d'édition spécialisées (Springer, Cambridge University Press, Oxford UP, Princeton UP, Wiley, Cengage, Pearson, etc.). J'aime mentionner l'ouvrage de Raghuram Rajan sur la crise financière publié en 2010 par Princeton UP, traduit de l'anglais sous le titre « Crise : au-delà de l'économie ». Il y a également d'autres maisons d'édition francophones, moins connues sur le plan international, comme *Les Liens qui Libèrent*, De Boeck, Dunod, etc. Aux *Liens qui Libèrent*, René Passet a publié en 2011 un ouvrage très enrichissant sur l'histoire de la pensée économique, plus épistémologique et interdisciplinaire que le précédent, intitulé « Les grandes représentations du monde et de l'économie à travers l'histoire : De l'univers magique au tourbillon créateur ».

Dans la troisième catégorie, vous avez les « working papers » rédigés par des chercheurs et professeurs d'université ; il s'agit de documents de travail, qui ne sont pas encore acceptés pour publication dans les revues scientifiques que je mentionnais ci-dessus. Un site anglophone de référence est ssrn.com.

Enfin, les étudiants peuvent actualiser leur analyse en parcourant les articles publiés dans la presse spécialisée, en privilégiant ceux rédigés par le personnel académique et scientifique des universités, les praticiens chevronnés et les journalistes d'investigation. La diversification des sources est importante : à côté de *The Economist* ou du *Financial Times*, ils doivent consulter des revues plus hétérodoxes, comme *Alternatives Economiques*. Enfin, dans la dernière catégorie, vous avez les articles publiés dans la presse quotidienne et les livres destinés au grand public, parfois rédigés par des auteurs en manque de reconnaissance ou dont les aprioris idéologiques sont destructeurs.

Quant aux autres sources d'information en ligne, c'est la « jungle ». Il existe quelques perles mais les étudiants ont beaucoup de difficultés à les dénicher. Il existe des sites comme project-syndicate.org ou voxeu.org. Parmi les podcasts les plus intéressants, vous avez *L'économie en question* et *Les carnets de l'économie* sur France Culture. Bref, pour développer un esprit à la fois critique et constructif, la clé pour les étudiants est de lire des articles rédigés par des auteurs orthodoxes et hétérodoxes, tous légitimes sur le plan scientifique. Certes, l'objectivité absolue n'existe pas, mais des garde-fous méthodologiques permettent de lutter contre les méfaits de la subjectivité pure ou des idéologies.

Comme les analyses économiques ont souvent une portée politique, la diversité des analyses et l'organisation de débats sont des ingrédients indispensables à l'élaboration d'une synthèse qui incorpore le mieux possible nos contraintes d'efficacité et nos objectifs d'équité. Le principe « thèse-antithèse-synthèse » n'est pas un exercice vain : il est à la base de toute réflexion sérieuse en économie ou philosophie politique. Je promets un bel avenir aux étudiants qui parviendront à résister à la démocratie des opinions. En 1938, dans *La formation de l'esprit scientifique*, Gaston Bachelard écrivait : « L'opinion [...] ne pense pas : elle traduit des besoins en connaissances ». De ces besoins, nous n'avons que faire.

Mikael PETITJEAN

Professeur à la Louvain School of Management et l'UCL Mons.